

le libertaire 66

Périodique du groupe Puig antich de la c.g.a. / septembre 2010 N° 16 C/o C.E.S. B.P. 40 233 66002 PERPIGNAN-CEDEX
antich@wanadoo.fr

UTOPIE SECURITAIRE

Perpignan, août 2010. Tribunal Correctionnel. Trois jeunes gens d'un quartier populaire de la ville sont traînés menottés devant leurs juges. Ils sortent de 48 heures d'enfermement à l'hôtel de police, 48 heures qui ont eu pour but de leur extorquer des informations qui les desserviront. Que s'est-il passé ?

Quelques jours auparavant, une équipe de policiers de la Brigade Anti-Criminalité a tenté d'infliger à une jeune femme de la cité Diaz un contrôle d'identité. Contrôle volontairement vexatoire qui visait à sanctionner une attitude d'insoumission face à leur autorité : elle refusait de déplacer son véhicule stationné devant son propre garage. Son compagnon intervient et tente de calmer le jeu. Il se fait violenter par un policier. Un ami intervient et se fait « tazer » par un autre policier. (Le tazer est une sorte de gégène de poche et tout rapprochement avec une période d'hyperviolence de l'Etat français contre « sa » population n'est pas fortuit).

Le dénouement logique aurait dû être l'arrestation pour tous, si ce n'est qu'assez rapidement, des habitants du quartier, pour l'essentiel des femmes, se sont agglutinés par dizaines autour de tout ce beau monde en protestant vigoureusement contre l'arrestation des jeunes gens. Les policiers, face à ce début de fureur populaire, ont pris la fuite, bredouilles. La force ayant échoué, c'est par la ruse le lendemain qu'ils ont eu gain de cause. Les magistrats ont donc pris le relais. Le travail d'un juge est en quelque sorte comme celui d'un romancier : Ils nous racontent tous les deux des histoires qu'ils s'efforcent de rendre convaincantes.

Le quartier était bien mobilisé dans le tribunal. Les policiers aussi, qui étaient présents en grand nombre. L'avocat des trois « baceux » concernés n'était autre que le maire adjoint à la sécurité de la ville de Perpignan. Il a fait de ce procès une tribune politique depuis laquelle il a déroulé le désormais classique discours sécuritaire : civilisation, démocratie, liberté menacées par des barbares, zones de non-droit,

caïdat... Et donc, désignation d'un ennemi intérieur à mater.

Pour finir, personne n'ira en prison et pour cause. S'ils avaient été seuls, les juges les auraient condamnés très sévèrement pour faire un exemple. Parce qu'ils ont à leurs côtés tout un quartier, les juges n'ont pas pris le risque de déclencher la fureur du quartier suivie peut-être par d'autres...

La fonction essentielle de l'Etat (de tous les Etats !) est d'assurer sa survie et celle de l'ordre social inégalitaire. Pour ce faire, il n'a de cesse de toujours ajuster ses techniques de contrôle de la population.

Si la gauche autrefois affectait de tenir un discours de critique des inégalités, la ligne politique qui prévaut désormais de la gauche à la droite de l'échiquier politique, c'est la lutte contre l'insécurité.

Elle se traduit par une sorte de guerre civile engagée contre les classes dominées. Une « union sacrée » s'est formée autour de la question sécuritaire qui rassemble, outre les politiciens, les syndicats de police, les juges, les journalistes les plus influents et leurs grosses entreprises de presse... Les oligarques ont déversé dans nos rues tout ce qui se fait de mieux dans les technologies de contrôle.



big brother is watching you

A la vidéosurveillance, qui connaît un développement exponentiel, s'ajoute une omniprésence policière dans les rues avec, pour les quartiers pauvres, des incursions policières agressives et répétées et des politiques d'urbanisme qui ont intégré la préoccupation sécuritaire (avec par exemple, la disparition des bancs publics ou leur adaptation). Jusqu'à présent, ce type de contrôle était contenu entre les murs des îlots de totalitarisme qui

subsistent dans nos sociétés (prisons, hôpitaux psychiatriques).

Ils conçoivent nos espaces urbains comme des prisons à ciel ouvert. Brisons leurs rêves par nos

résistances au développement des politiques sécuritaires. Ils n'occupent que les espaces que nous leur laissons.

Hodja

SECURITAIRE: Les grandes manœuvres perpignanaises

La Ville de Perpignan a lancé « *Le Journal de Perpignan* », une nouvelle publication destinée à nous "conditionner" à propos des choix opérés par les édiles.

Dans son premier numéro c'est à une approche pléthorique des problématiques sécuritaires que les lecteurs se trouvent conviés.



Un reportage permet d'explorer le très secret Quartier Général de la vidéosurveillance, abrité par le commissariat central de la police municipale, quartier Saint-Assisclé.

Il y est écrit qu'un système de surveillance composé de **72** écrans reçoit les images couleur (acheminées par fibre optique), en provenance de **82 caméras**, à la façon d'une régie de télévision.

Cet antre de la sécurité municipale permet de scruter en particulier les quartiers du *Vernet* et de *Saint-Mathieu*, tandis qu'une autre zone est observée en priorité, zone « où se déroulent fréquemment des

traffics » nous déclarent les cerbères de la municipalité

Le réseau perpignanais, sera porté à **150 appareils** en 2014. Il est dès à présent composé de caméras téléguidées qui permettent de "zoomer" une cible et/ou de modifier l'angle de vue.

21 fonctionnaires (policiers) municipaux y sont affectés.

Quand on vous dit que nous vivons sous haute surveillance!!!

BIG BROTHER IS WATCHING YOU...

CGA / SOLIDARITE contre les mesures répressives

La crise économique mondiale aidant, la répression contre les militant-e-s révolutionnaires et les travailleur-se-s s'accroît. Compte tenu de l'importance des luttes solidaires avec ceux et celles que l'Etat nomme des "étranger-e-s" et de l'infâme enjeu électoral, il est évident que la répression s'accroît au fur et à mesure que les migrant-e-s perdent leurs droits. Cette solidarité avec tou-te-s les damné-e-s de la terre n'est pourtant pas un crime.

Aussi la plainte d'Hortefeux pour diffamation publique au nom de 3 préfetures (Guyane, Ille et Vilaine & Indre et Loire) contre 4 militant-e-s de Tours qui doivent comparaitre Jeudi 16 Septembre n'est pas une surprise et se place dans une répression d'ensemble : Indymédia Grenoble, Le Jura libertaire ou encore le Berry Ripou (procès le 17/09 à Bourges).

Par conséquent, la CGA réaffirme sa solidarité avec tou-te-s les migrant-e-s qui souhaitent vivre en France ou simplement la traverser ainsi qu'avec tout-e-s les militant-e-s qui les soutiennent dans leurs luttes.

Le 14 Septembre 2010

Relations Extérieures

de la Coordination des Groupes Anarchistes



Ré appropriation ou collectivisation des terres...

La question de la gestion, fondamentalement différente, des rapports interpersonnels, individuels et collectifs, à l'intérieur des processus de production, se pose en 2010 avec probablement plus d'acuité encore qu'elle pouvait le faire auparavant.

Ajoutons à cela que cette question envahit tous les espaces de la vie en société et, évidemment, concerne aussi bien **les problèmes liés la Production agricole**.

D'emblée, notre ancrage anarchiste et nos perspectives révolutionnaires nous conduisent à poser la question fondamentale de **la ré appropriation des moyens de production et d'échanges** par les acteurs eux-mêmes et donc de la **ré appropriation des terres**.

Le slogan anarchiste "*la terre appartient à ceux qui la travaillent*" a tendance à reprendre du crédit de nos jours.

Ici pas

Question de changements de propriétaires mais plus exactement d'expropriation et de "collectivisation".

Les processus "révolutionnaires" en marche s'appuient surtout et avant tout sur un nouvel agencement de la Société: **autogestionnaire, égalitaire et libertaire**.

Paysage de l'expropriation au cours des âges...

Hier...

★Au début du 16ème siècle, la rébellion des Germanies (en Catalan) va conduire à une perte de pouvoir de l'oligarchie nobiliaire valencienne.

Soulèvement à caractère social, celui-ci va se radicaliser progressivement et s'étendre aux campagnes avec **le saccage des terres et des haciendas des nobles...**

★Au 17ème siècle, **les Diggers (en français, les bêcheux) vont développer une forme de communisme primitif, anarchiste et chrétien. Ils prônent l'expropriation des seigneurs et participent au partage collectif des terres.**

★En 1917, en Russie et en Ukraine, les paysans arrachèrent les terres à leurs oppresseurs séculaires, les propriétaires fonciers. Mais, pendant la guerre civile, l'Etat ouvrier réquisitionna le blé paysan par la force des armes... Cela dressa inévitablement la paysannerie contre lui.

Dès que la "guerre civile" contre les "Blancs" prit fin, la colère paysanne explosa. Il en résulta deux phénomènes d'importance historique, revendiqués par la tradition anarchiste : le *mouvement makhnoviste* et la rébellion de Kronstadt.

Nestor Makhno jeune anarchiste ukrainien, rassembla autour de lui une armée de 30 000 hommes, composée essentiellement de paysans. Avec audace et succès elle combattit d'abord les armées blanches, puis les armées rouges.

Tant que les révoltes paysannes expropriatrices furent dirigées contre le tsarisme et les propriétaires fonciers, elles furent considérées par les marxistes-léninistes comme "immensément progressistes". Mais elles furent déniées et "combattues" par ces mêmes bolcheviks

quand elle furent dirigées contre le pouvoir "abusif et répressif" aux mains des Bolcheviks. Elles furent alors irrémédiablement considérées comme réactionnaires et furent écrasées sans aucune retenue!

★En Espagne, entre 1936 et 1939, les expropriations et les expériences de collectivisation des terres trouvèrent un large espace de développement. Dès 1931, au congrès de Madrid de la C.N.T., **la collectivisation du sol fut déclarée comme l'un des plus importants buts des travailleurs de la campagne.**



Ainsi toutes les grandes propriétés devaient être expropriées sans indemnisation et déclarées propriétés publiques (sociales)... Tous les produits et les instruments de culture subiraient le même sort.

"Le congrès (déclarait) que la socialisation du sol et de tous les moyens et instruments concernant la production agricole et la mise en valeur des terres, leur utilisation et leur exploitation par les syndicats agricoles unissant les producteurs est une condition primordiale pour l'organisation d'une économie qui assurera à la collectivité ouvrière le produit intégral et le bénéfice de son travail."

Dès juillet 36, Rassemblés sur la place du village les actes de propriété foncière furent brûlés. Les paysans apportèrent tout ce qu'ils possédaient à la collectivité : terres, instruments de travail, bêtes de labour ou autres. Dans certains villages, l'argent fut aboli et remplacé par des bons.

La collectivisation du sol prit ainsi en Espagne d'autres formes qu'en Russie.

La propriété agricole fut collectivisée. Le sol et la propriété furent travaillés en commun par les travailleurs de la campagne et tous les produits furent livrés au syndicat qui versait les salaires et vendait la production.

Comme en Ukraine, **les collectivités finirent par se heurter aux forces politiques hostiles à la révolution**, notamment celles à l'intérieur du camp républicain. Faible en juillet 1936, le Parti communiste d'Espagne (PCE) vit croître son importance avec l'aide soviétique. Il appliqua la stratégie, prônée par Moscou, **d'alliance avec la petite et moyenne bourgeoisie...** Le gouvernement central annula le décret d'octobre 1936 sur les collectivisations. Les troupes communistes commandées par le général Lister tentèrent de démanteler par la terreur les collectivités en Aragon. Réduites et assiégées de toutes parts, ces dernières purent néanmoins subsister jusqu'à l'arrivée des troupes franquistes.

... Aujourd'hui

★ Au Portugal, après la révolution des " œillets " nous furent conviés à vivre un scénario déjà bien rôdé qui allait opposer la réforme agraire aux collectivisations.

Comme à l'habitude, dans l'hiver de 74-75, les ouvriers agricoles portugais se trouvèrent privés de travail. Dans un premier temps, le mécontentement s'exprima par des actions directes : incendies de récoltes et de biens appartenant aux latifundistes, des grands propriétaires furent la cible d'attentats.

Début de 1975, les premières occupations de propriétés se firent spontanément, en dehors de toute initiative du Parti communiste et des ses cadres syndicaux...

Deux événements politiques -traduisant un changement dans les rapports de force sociaux- allaient alors accélérer le mouvement d'occupation des propriétés.

Pendant les premiers six mois de 1975, le mouvement d'occupations s'étendit à toute la moitié sud du pays, à l'exception de l'Algarve, région de petite propriété. Le but avoué du mouvement était clairement de renverser les conditions de propriété existantes.

Pour se donner les moyens de vivre, ils exproprièrent les latifundia. Les "nouveaux" occupants ne partagèrent pas les terres en lopins privés, mais ils y organisèrent collectivement le travail et la production. Ici et là, des coopératives se créèrent mais...

Ce n'est qu'au cours de l'été de 1975, que les syndicats agricoles et le Parti communiste allaient réellement reprendre le contrôle du mouvement. En juillet, le pouvoir politique intervint pour lui donner un cadre légal. La "Loi de l'expropriation des terres" transforma le mouvement d'occupation et de gestion collective des terres en réforme agraire.

L'esprit collectiviste des ouvriers agricoles, lesquels n'avaient pas partagé les latifundia, facilita la tâche de l'État. Mais, à partir de ce moment, le Parti communiste et les militaires réprimèrent ce qu'ils définirent comme des "occupations sauvages, opportunistes et même anti-révolutionnaires".

★ Le **Mouvement des Sans Terre** au **Brésil** cherche depuis 1979 à se réapproprier de manière légale ou non des terres inutilisées appartenant à de grands propriétaires. Quand les possibilités légales sont épuisées, les paysans s'installent de nuit sur des terres laissées en friche, en édifiant des campements. 140 000 familles ont pu être relogées en 10 ans sur des terres prises grâce à l'action directe. 7 millions d'hectares ont ainsi été repris, mais il reste 4,5 millions de familles sans terre alors que 416 millions d'hectares sont toujours en friche. Le mouvement des Sans Terre fait partie d'une coordination mondiale plus vaste : L'Action Mondiale des Peuples qui regroupe des organisations populaires d'une trentaine de pays.

- Un rejet très clair du féodalisme, du capitalisme, et de l'impérialisme,

- Un rejet très clair de toutes formes et systèmes de domination et de discrimination dont (et de manière non exhaustive) le patriarcat, le racisme et le fondamentalisme religieux de toutes croyances...

- Un appel à l'action directe et à la désobéissance civile, au soutien aux luttes des mouvements sociaux qui participent à la construction d'alternatives locales au

capitalisme mondial.

- Une philosophie organisationnelle fondée sur la décentralisation et l'autonomie.

★ Dans les années 2000, la détermination des paysans boliviens ne laisse pas beaucoup de place à la « négociation », chose à laquelle sont habitués les propriétaires terriens et leurs représentants politiques. C'est à une marche pour la ré appropriation immédiate et historique de leurs terres que les paysans ont convié le pays...

Il est vrai qu'ici, comme dans pas mal d'autres pays, quelques familles "détiennent" à elles seules des dizaines de milliers d'hectares de terres. Ces richesses elles se les ont octroyées en se servant des commodités des forces politiques réactionnaires et en se retranchant derrière les appareils répressifs représentant l'expropriation des couches paysannes... C'est pourquoi « *La guerre du latifundio* » est loin d'être gagnée et elle va se mener dans les régions qui représentent le bastion de la réaction. Mais la détermination des populations indigènes de se ré approprier leurs terres historiques n'a jamais été aussi forte...



Image de la Patagonie rebelle

★ Récemment en **Argentine**, suite à la crise économique et à la fuite des capitaux, certains patrons se sont évanouis dans la nature et les anciens salariés des usines viables ont continué la production en s'organisant en autogestion.

Voir également dans les actions directes anarcho-syndicalistes

Toujours en Argentine, des assemblées de quartier se sont créent pour les décisions collectives sur le principe du consensus.

★ Depuis une vingtaine d'années, des associations paysannes et indigènes d'Amérique luttent pour la préservation de leurs racines culturelles contre l'uniformisation imposée par la culture capitaliste.

L'idée que l'ancrage sur une terre est une condition d'autonomie trouve au travers de la conception de "territoire" non seulement des caractéristiques géographiques, historiques ou administratives mais également l'idée d'un espace "quelconque" que l'on décide d'investir, auquel on s'attache, que l'on défend si quelqu'un veut s'en emparer ou le détruire, non parce qu'on y possède des racines familiales ou ethniques mais parce qu'on peut choisir d'y construire un certain mode de vie.

Partout où peut fleurir l'**autonomie**, il est alors question de "territoire".

On sait que pour les Indiens, la terre est considérée comme donatrice et mère nourricière, honorée comme une entité bien supérieure aux hommes, laquelle par conséquent ne peut appartenir à qui que ce soit.

Pour autant, la défense de la terre recouvre ici non pas un caractère "propriétaire" mais avant tout la possibilité **pour tous** d'accéder à tous aux fruits de la terre. C'est le refus de toute appropriation par quelques-uns de la terre et refus du saccage, de la pollution, de la destruction systématique que lui fait subir le mode de vie des capitalistes...

En ce sens, lorsque certains indigènes de tradition paysanne reprennent l'adage révolutionnaire « **la terre appartient à qui la travaille** », le mot « terre » désigne un certain territoire, celui dont les ressources sont nécessaires à la survie d'une communauté.

L'ancrage dans un territoire, par conséquent, au sens de la devise des Sans-Terre, « **occuper, résister, produire** », est une condition indispensable de l'autonomie, même si pour être libre et a fortiori anarchiste ce territoire doit être défini par le projet qui y est développé et non par un héritage religieux, familial ou traditionnel.

La grande différence avec le courant européen récent de création de communautés rurales autonomes est qu'il n'est pas question pour les indigènes de racheter les terres à leurs propriétaires selon les lois de la propriété privée, puisqu'il est évident que leur appropriation était illégitime en vertu d'une loi bien plus ancienne et plus légitime à leurs yeux, celle de la jouissance collective adaptée aux besoins.

Les anarchistes et la question de la gestion collectiviste de la terre

S'il est bien un point de convergence entre tous les anarchistes, quelle que soit leur grille de références, c'est que face à l'horreur du système capitaliste, nous devons tou-te-s lutter ensemble, et que la libre expérimentation doit ensuite prévaloir: nul-le ne peut être contraint de participer à un système qu'il réproouve.

Concernant ce rejet et l'intégration à la mise en pratique d'une nécessaire et vitale autogestion de la terre, nous devons ajouter que le capitalisme est fondé, par un ensemble de mécanismes de concentration du pouvoir économique sur la croissance et la création de besoins factices de consommation ; il suppose donc, à terme de plus en plus court, la destruction totale de l'environnement. Pour les anarchistes, la **socialisation de l'outil de production** doit être considérée comme un des moyens de la redistribution des rôles dans la société actuelle et un pilier sur lequel se reconstruira la société future, totalement débarrassée de l'exploitation capitaliste et de l'aliénation étatique.

Aussi, au moment d'aborder les questions de "ré appropriation", les anarchistes ne se détournent pas de la question écologique, mais il la rattache fondamentalement à la lutte contre le capitalisme et, plus intimement encore, à la lutte pour la reprise en main par les individus de la

capacité à élaborer collectivement leurs décisions et actions.

Ainsi toutes les propositions anarchistes doivent conduire à considérer l'orientation de la production et de la consommation dans un souci d'utilité réelle, de pérennité, de gestion rationnelle des ressources limitées de la planète. L'urgence écologique consiste bel et bien, loin de tout souci de culpabilisation, à reprendre le contrôle économique et politique de nos vies, seul capable de préserver l'humanité de sa destruction.

En conclusion

Voilà donc explicités brièvement ici nos rejets éthiques de ce qu'il est convenu de définir comme la "**propriété des moyens de production et d'échanges**", en tout lieu et y compris dans la gestion de la terre.

Nous y avons fait figurer aussi une relation sur ce que nous considérons comme le continuum révolutionnaire qui fait que, depuis les "*Germanies*" jusqu'aux "*mouvements actuels de ré appropriation des terres*", les paysans se sont toujours manifesté pour l'expropriation des profiteurs, des "propriétaires auto proclamés", au demeurant en employant la violence si nécessaire.

Nous avons considéré que, d'un point de vue "écologique", la seule perspective d'une gestion autonome de la production agricole justifie son intégration dans un cadre plus large d'une lutte sans merci contre le capitalisme.

Il est bon d'insister sur le fait que quasiment toutes les luttes paysannes ont abouti au rejet de l'idée de propriété, idée nocive par excellence, et à son remplacement par la notion de gestion collective, nous renvoyant ainsi au collectivisme anarchiste cher à nos devanciers...

Ainsi, les diverses périodes historiques allant de l'Ukraine des années 1920, au Portugal de 1975, en passant par l'Espagne de 1936 nous ont renseignés sur une des caractéristiques des luttes pour l'expropriation des latifundistes : en plus de rencontrer la résistance acharnée et armée des capitalistes, elles sont confrontées aux luttes toutes aussi acharnées que leur mènent les tenants d'un étatsisme teinté de marxisme...

Ainsi, les luttes paysannes savent à quoi s'en tenir et tendent à rejeter les fausses solutions étatiques comme la "réforme agraire", solutions bâtardes qui n'ont cessé que de déposséder les producteurs des moyens de production.

Edward GPA Perpignan



CGA / Face au chantage patronal, soutien aux Contis.

Après les plans sociaux de la crise de 2009 voici venu le temps des plans de rigueur de l'après crise de 2010.

Chez Continental, sur les sites de Toulouse, Foix et Boussens, La direction fait du chantage à l'emploi et exige des salarié-es l'abandon de jours de RTT, le transfert de cotisation retraites des patrons vers les salariés, le gel des salaires, etc. En bref il s'agit de travailler plus pour gagner moins sous peine de perdre son emploi.

Les 2500 salarié-es sont « invité-es » à se prononcer lundi 13 septembre par référendum sur la question : « êtes-vous pour ou contre le contrat de maintien de l'emploi ? ».

Les Contis du sud-ouest ont tous en mémoire ce qu'il est advenu de leurs camarades de Continental Clairoux : après qu'ils aient accepté le même genre de proposition le site a été fermé. Qui plus est le même type de plan est proposé dans les sites allemands. L'affaire est entendue : il s'agit de réduire les coûts du travail dans les sites « high cost », pour continuer de battre des records de profitabilité en alignant le sort des salarié-es vers le bas.

Les deux syndicats majoritaires du site de Toulouse (CGT et CFDT) appellent au boycott de ce scrutin.

Quel que soit les résultats de cette consultation il est clair que les Contis devront se battre pied à pied pour résister aux attaques incessantes des patrons de l'industrie automobile qui ont su profiter de la crise de 2009 pour se restructurer et qui continuent sur la lancée de tout faire pour accroître leurs profits au détriment des salarié-es.

La CGA soutient les salarié-es en lutte contre le chantage patronal.

le 12 Septembre 2010

Relations Extérieures

de la Coordination des Groupes Anarchistes



Alcools et Drogues, remèdes illusoires à notre servitude

La question de l'alcool et des drogues est un sujet complexe à aborder : il s'agira dans cet article, plutôt que de se poser en bon moralisateur et en donneur de leçons, d'analyser ce phénomène de société. En effet, la consommation de drogues et d'alcool est un phénomène très diffus, si enraciné dans nos civilisations qu'il apparaît aux yeux de toutes et tous comme « normal », comme « coulant de source ».

Toutefois, il est essentiel de pénétrer plus en profondeur ce sujet primordial afin de mieux comprendre son ampleur dans nos sociétés capitalistes et sa signification politique et sociale.

Dans un océan de morosité, de petits îlots d'ivresse collective !

« Prendre une grosse murge », « se mettre la race », « se défoncer la tronche »... Autant de termes et d'expressions qui fusent en soirée ou à la maison, lorsque les boissons alcoolisées et les substances psychotropes circulent à foison. La finalité n'étant plus de s'amuser entre amis, mais de se mettre le plus souvent dans un état pitoyable et d'échapper ainsi à toute lucidité.

L'alcoolisme et la surconsommation de drogues n'est évidemment pas une nouveauté, mais bien un phénomène ancré depuis des

siècles. Cependant, depuis quelques temps, on peut ressentir chez certains ou certaines, une certaine volonté de boire et de fumer - entre autres - jusqu'à perdre pied sur la réalité, jusqu'à une limite extrême. Quels que soient le statut et la catégorie socioprofessionnelle de chacun, les individus ressentent le besoin de « décompresser », en période de week-end ou pendant les soirées, ce qui peut se comprendre après une dure journée de boulot, une semaine de travail, d'étude, de surmenage, etc. Et pour ce faire, les moyens sont nombreux, à libre disposition de tout le monde. Car les États et les autorités gouvernementales ne s'opposent pas à ce phénomène de surconsommation alcoolique, bien au contraire.



Prenons pour exemple ces soirées de liesse populaire (patriote, folklorique ou

religieuse) : que sont-elles à part des beuveries géantes gracieusement offertes par nos gentils maîtres politiciens ? Sous prétexte de fête nationale ou locale, les puissants noient la morosité, la tristesse et la misère du peuple dans les pintes de bière et les cubis de vinasse. Pour rester sur des exemples, il est tout aussi intéressant d'évoquer les concerts ou les raves. De plus en plus, dans ces lieux dits « alternatifs », on vient avant tout pour laisser de côté son cerveau à l'aide de substances diverses. Les revendications contestataires et celles qui sont en marge de la société passent bien en deçà de ces grandes murges de l'oubli. Le phénomène des raves est bien caractéristique de ce fait-là : auparavant basées sur des valeurs autogestionnaires, d'entraide et d'indépendance face à l'État, elles sont à présent – le plus souvent – de simples lieux de défonce où l'objectif est de s'envoyer le plus de produits dans le système nerveux.

Ainsi, comme dans les grandes soirées organisées par les tenants du pouvoir, les individus viennent là-aussi en tant que consommateurs et non en tant qu'acteurs, afin d'oublier leur petite routine par le biais des remèdes psychotropes. Dans les deux cas, chacun rentre chez soi le lendemain, à nouveau prêt à retrouver sa petite morosité.

Dans les deux cas, l'impression de liberté offerte par la fête et par les diverses substances n'est qu'illusoire. Tout au plus, elle est une évasion hors de nos diverses réalités, elle reste une simple fuite mentale permise de temps en temps par les geôliers de ce monde, dans les cages temporaires qu'ils nous bâtissent.

Fuir la réalité n'est pas la combattre...

Les pouvoirs ne s'opposent pas véritablement à ce phénomène sociétal. D'un côté, l'État se cache sous l'image de la « prévention » contre les drogues et l'alcoolisme, d'un autre il tend à le favoriser. S'agit-il là d'une contradiction hasardeuse ?

Loin de là ! Car à côté des drogues dogmatiques que sont la religion et les croyances, à côté de l'intoxication sur-consommatrice et ultra-possessive, les drogues que sont l'alcool et tout le reste vont elles aussi dans ce même sens : aider à mieux subir les conditions de vie que nous connaissons au quotidien.



Un outil pour mieux supporter la pauvreté, une période de chômage, la routine au boulot, à la maison, la noirceur ambiante et uniforme de nos existences. Les paradis artificiels ainsi que l'ivresse

nous éloignent quelque peu de nos soucis, mais n'enraillent en rien leur pérennité.

De même, ils sont un moyen efficace pour mieux accepter la domination étatique, la pression patronale, l'oppression constante du capitalisme, la mise à mal de notre dignité et de notre capacité à vivre et à faire des choix librement.

L'idée, bien sûr, n'est pas ici de diaboliser les boissons alcoolisées et les drogues. L'idée n'est pas non plus de se permettre un quelconque jugement moral sur ceux et celles qui en consomment.

Loin des discours moralisateurs habituels, il est toutefois nécessaire de comprendre la fonction sociale et politique de ces diverses substances. Au lieu de nous libérer, elles nous enferment encore plus sûrement dans la servitude de nos systèmes étatiques. Elles maintiennent la classe exploitée dans la résignation et dans ce fatalisme de nos temps modernes. Pour chaque problème, sa solution temporaire : un rail de coke au boulot, un pétard pour se détendre, une cuite en réaction au train-train d'une semaine comme les autres, etc.

Certes, il est essentiel de s'amuser et de décompresser un petit peu de temps en temps, mais il ne faut pas perdre de vue la réalité dans laquelle nous vivons. Il ne faut pas oublier que notre dépravation convient à la classe dominante, qui, de son hublot, se fend la gueule en voyant le peuple se noyer

dans la boisson et dans les substituts à la réalité.

La vie est – par essence – un état violent où, pour vivre et non pas survivre, il nous faut faire face à la réalité, faire face à notre servitude, affronter le ridicule de nos situations, affronter la complexité de nos existences et de nos individualités que les gouvernements tentent d'uniformiser dès notre naissance. Certes, le combat est difficile, mais il l'est encore plus si on y ajoute tous ces instruments de "contrôle" qui nous écartent du combat individuel et collectif pour une véritable dignité humaine.



La volonté d'un changement social, en rupture avec le système d'exploitation de l'Homme par l'Homme, ne passe ni par la consommation de stupéfiants, ni par celle de boissons alcoolisées. Ne nous laissons pas enfermer dans cette illusion de liberté!

Fab

"L'anarchisme est la conception politique, philosophique et sociale probablement la plus méconnue, et la plus calomniée au monde."

C'est en partant de ce constat que Philippe Pelletier s'emploie ici à déconstruire un ensemble de contrevérités largement répandues au sein des populations.

S'appuyant sur des faits historiques qui ont marqué le mouvement anarchiste tels que la Révolution espagnole (1936), la commune de Cronstadt (1921), la Charte d'Amiens (1906), ou encore la Makhnovtchina (1917-1921) ainsi que sur de nombreux penseurs anarchistes tels que Pierre-Joseph Proudhon, Michel Bakounine, Errico Malatesta, Gaston Leval, Elisée Reclus et Maurice Joyeux, l'auteur des "idées reçues sur l'anarchisme" analyse le socialisme libertaire dans sa globalité.



L'anarchie, c'est le chaos et tous les anarchistes sont des terroristes sont un exemple des préjugés dont le mouvement doit perpétuellement se défendre et face auxquels ses membres doivent continuellement se justifier.

Philippe Pelletier reprend ces idées reçues une à une et tente d'y mettre un terme définitif.

Son ouvrage s'organise en quatre parties :

- « L'idée sous tensions »,
- « Les moyens confrontés à la théorie »,
- « Le mouvement dans la société »,
- « Le projet émancipateur ».

Chaque partie répondant elle-même à quatre idées reçues.

Exemples :

- « Tous les anarchistes sont des terroristes »,



J. Brel, L. Ferré & G. Brassens : artistes "anarchistes"

- « Ils sont désorganisés et sectaires »,
- « L'anarchie, c'est utopique » ou
- « L'anarchisme prône la violence ».



Lors d'une manifestation anarchiste en 2009

Pour quiconque ne connaît pas ou peu l'anarchisme et pour tous ceux qui n'ont pas encore lu les grand penseurs anarchistes,



Louise Michel

ce livre apporte des pistes de réflexions et une envie d'approfondir les différents thèmes abordés.

Non pas que la réflexion de l'auteur soit insuffisante, elle nous laisse cependant un sentiment d'inachevé et donc la nécessité de poursuivre nos réflexions et nos débats...



Aurélia

infos

Librairie
2, rue Théodore Guiter - PERPIGNAN
(près de la place des poilus)

Tous les samedis

de 15 à 19 heures

Des permanences de la Coordination des Groupes Anarchistes
afin de rencontrer des militant-e-s et échanger idées et points de vue

Samedi 9 octobre 2010 - 17h30 à 19h00 : Rentrée de la librairie autour de titres nouveaux et d'un pot de l'amitié...

Vendredi 10 décembre 2010 à 19h00 : Conférence-débat autour de l'ouvrage " *Idées reçues : l'Anarchisme* " de Philippe PELLETIER, en présence de l'auteur...



Réunion – Débat

« *Idées reçues : l'Anarchisme* » Philippe Pelletier

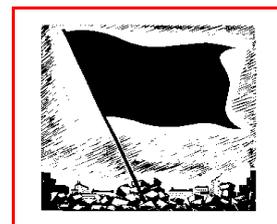
Philippe Pelletier est docteur en géographie, habilité à diriger des recherches, diplômé en langue et civilisation japonaises, professeur à l'université Lyon-2. Il effectue des recherches sur Élisée Reclus, les rapports entre pensée, géographique et anarchie, ainsi que sur l'histoire de l'anarchisme au Japon. **Philippe Pelletier est également militant au groupe Makhno de la FA sur Saint Etienne.**

Le **vendredi 10 décembre à 19h00**, à la Librairie INFOS (près de la place des Poilus), un débat aura lieu autour du livre « *Idées reçues : l'Anarchisme* ».

"L'auteur s'attache ici à analyser les différentes facettes de l'anarchisme dont on ne retient souvent que, au pire, les actions terroristes, au mieux, une image de grand désordre".

CGA
COORDINATION
DES GROUPES
ANARCHISTES

<http://www.c-g-a.org>



Le Libertaire 66

Groupe *Puig Antich* de la CGA - 2, rue Théodore Guiter à Perpignan
antich@wanadoo.fr